

La crise universitaire

Le rejet des réformes qui bouleverse les universités depuis des mois a suscité un abondant courrier, souvent critique vis-à-vis de notre traitement. Nous en publions des extraits – expurgés des attaques ad hominem

Mépris

Le mouvement universitaire s'inscrit dans une dimension de contestation et de malaise beaucoup plus grande que les médias le laissent entrevoir... Nous ressentons, en discutant avec nos étudiants, un fort rejet de la manière de gouverner le pays ! La mobilisation présente résulte à la fois d'une volonté de discuter vraiment d'éventuelles réformes, mais également d'un désir d'être considérés avec respect, alors que c'est tout le contraire qui se produit. Les paroles méprisantes prononcées par M. Sarkozy, de même que le refus de M. Darcos de bouger à propos de la formation des enseignants choquent tant les professeurs que les étudiants. Nous constatons tous une véritable crise morale et politique dans ce pays...

Jean-Baptiste Voltuan
Paris

Moniteurs sans permis

Parents d'élèves, vous ne savez pas tout... Les étudiants des IUFM n'ont qu'à regarder autour d'eux pour découvrir des enseignants à qui on a décerné le titre de moniteur d'auto-école alors qu'ils n'ont jamais pris le volant ! De nombreux enseignants-chercheurs « formateurs » en IUFM n'ont en effet jamais réellement enseigné eux-mêmes devant des classes réelles, dans les conditions réelles d'exercice du métier de professeur.

Bien plus – et pour filer la métaphore – certains « formateurs » n'ont même jamais eu le permis de conduire : ils n'ont jamais passé les concours de recrutement des professeurs du niveau auquel ils enseignent mais, après une thèse universitaire, sont devenus directement « formateurs »... On ne devrait pouvoir confier la formation des futurs professeurs qu'à des enseignants qui ont eu au moins cinq ans d'une expérience significative de l'enseignement, en immersion complète dans la société réelle.

Jean-Claude Larrat
Paris

Informations

(...) Si vous voulez dépasser les rumeurs, il y a des faits bien établis sur l'évolution du système éducatif sur les trente dernières années. Ils se fondent sur les publications les plus officielles : celles de l'Insee, de l'INED, et de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale. Ces faits montrent un effondrement des effectifs universitaires depuis douze ans (...).

Cela fait maintenant trois mois que je travaille à mettre sur pied une maquette de master. Ce travail m'a convaincu que si cette réforme passe, elle aura comme premier effet de créer une énorme armée de vacataires disponibles pour des contrats de non-titulaires dans l'éducation nationale. Il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour en déduire les conséquences inévitables. Que ce soit dans mon université, ou dans la section du CNU [Conseil national des universités] dans laquelle je travaille, j'ai été très frappé de la réaction des collègues étrangers, nombreux, italiens, russes, roumains, anglais, américains, qui sont tout aussi mobilisés que les Français, ce qui n'est pas très courant. Voir ce qui s'est passé dans des pays qui ont suivi le même chemin que nous, avant nous, n'est pas une « rumeur » : c'est une information.

Pierre Arnoux
Marseille

Ne pas opposer recherche et enseignement

En tant qu'étudiants, il est clair pour nous qu'il n'y a pas d'opposition entre recherche et enseignement. Or, la « modulation de service » telle qu'elle est formulée actuellement mène à la séparation des deux : attribuer à un chercheur mal évalué une charge supplémentaire d'enseignement, c'est l'obliger à diminuer d'autant le temps qu'il consacre à la recherche, à la suite de quoi il sera encore plus mal évalué (...), et il sera finalement amené à l'enseignement à temps plein.

Comment encourager la poursuite d'études menant à un doctorat si les étudiants sont confrontés à des professeurs totalement déconnectés du milieu de la recherche ? Le système d'évaluation de la recherche est déjà cohérent : publications, citations, PAC [program advisory committee, comités qui existent dans tous les laboratoires de par le monde et sélectionnent les expériences à mener]. Ce système est utilisé dans le monde entier. De plus, ce n'est pas seulement la recherche qu'il faut évaluer, c'est aussi l'enseignement (...).

Nous sommes favorables à des réformes, mais pas celles proposées. Elles doivent répondre aux problèmes actuels (charges d'enseignement et administratives, recrutement des jeunes enseignants-chercheurs...), après consultation des intéressés et en accord avec eux. Sur ce point, ainsi qu'au sujet des cursus universitaires, les étudiants peuvent avoir des propositions. Si « l'indécision est l'absence de vision d'avenir », de mauvaises décisions pourraient en revanche compromettre notre avenir (...).

Le président de la République a déclaré ne pas vouloir copier les systèmes étrangers : pourquoi dans ce cas avoir fondé son argumentation sur la comparaison avec ces mêmes systèmes ? (...) Il a mis en avant une augmentation sans précédent des moyens accordés aux universités et à la recherche. Cependant, nous constatons une baisse du nombre de postes ouverts au CNRS : 406 en 2007, 385 en 2008, 300 en 2009, ce qui nous inquiète dans la mesure où cet organisme représente le principal employeur pour nous après nos études. Si ce système, qui est un de nos avantages d'après les chercheurs étrangers, est appelé à disparaître, nous préférons aller travailler à l'étranger.

Lucie Gautier
(pour 20 étudiants du master 2 recherche NPAC
aux universités Paris-VI, Paris-VII et Paris-XI)

Universitaires heureux

Un universitaire français doit certes six heures de cours par semaine contre neuf pour son homologue allemand. Mais, pour prendre l'exemple de la discipline que je connais, le droit, l'Allemand n'a jamais plus de quelques dizaines d'étudiants devant lui ; j'ai, toute ma carrière, connu des amphes qui en contenaient plusieurs centaines, avec ce que cela veut dire en termes de corrections.

Et si les enseignants allemands développent un fort sentiment d'appartenance vis-à-vis de leur institution, n'est-ce pas en raison des conditions de vie qu'elle leur accorde ? Je vais régulièrement faire des cours en Allemagne. La chaire du professeur qui m'accueille est logée dans trois grands bureaux qui abritent, outre le titulaire de chaire, une secrétaire à temps plein et quatre collaborateurs scientifiques, ce qui le décharge de tout souci matériel. Il dispose, chaque année, de quelques milliers d'euros pour des abonnements à plusieurs revues et l'achat de livres. Il paraît que c'est en France que Dieu est heureux ; mais c'est en Allemagne que les universitaires le sont, bien plus que leurs homologues français.

André Legrand
Paris

Deux points de vue

Nous sommes d'un certain nombre d'universitaires (dont des « modérés » parmi lesquels je pense me trouver) à trouver partielle votre couverture des événements actuels. La politique actuelle du gouvernement bénéficie de soutiens : celle des présidents d'université (dans leur ensemble et avec quelques réserves). Celles d'universitaires dont certains jouissent d'une estime générale. J'ai le plus grand respect pour leur point de vue. Il n'en reste pas moins que de très nombreuses personnalités prestigieuses (dont de jeunes scientifiques de tout premier plan international, des académiciens et des membres de l'Institut universitaire de France, et des Nobel

donc...) se sont exprimées de façon tout autre et ont manifesté une opinion qui varie entre la vive inquiétude et la complète opposition aux orientations actuelles. De cela, les lecteurs de votre journal, qui ne sont pas en contact avec la vie des campus, ne sont pas informés. Il n'est pas illégitime qu'un journal comme *Le Monde* soit favorable à telle ou telle orientation politique. Mais n'y a-t-il pas d'autre façon de faire passer ce message que de ne livrer qu'un seul des deux points de vue en présence ? Vos lecteurs ne sont-ils pas capables de confronter deux opinions opposées ?

Henri Carayol
Strasbourg

Protestation

Je proteste contre la manière dont a été traitée la crise universitaire dans *Le Monde*. Pas de reportages dans les labos scientifiques où plus de 90 % des enseignants-chercheurs font de la recherche. Rappeler que pour changer de grade (...), il faut un dossier recherche bien étoffé. Aucun article sur la manière dont sont organisées les grandes universités étrangères, en particulier américaines qui n'ont jamais un président tout-puissant en tout. *Le Monde* a préféré hurler avec la meute qui déconsidère l'université et le service public d'enseignement en général.

Roland Billerey
Sathonay-Village (Rhône)

Du jamais-vu

(...) Il est fâcheux que votre journal ne comprenne pas l'ampleur de ce mouvement qui touche tous les collègues, jeunes ou vieux, d'une sensibilité conservatrice ou contestataire de toujours. L'enseignement à l'université depuis 1987 et je n'ai jamais vu cela. Je me demande même comment *Le Monde* a pu à ce point se tromper sur un mouvement aussi ample, aussi durable, aussi profond (...).

Catherine Mayeur-Jaouen
Paris

Privatisation rampante

« Les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel sont des établissements nationaux d'enseignement supérieur et de recherche jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique et scientifique, administrative et financière. » De quand date ce texte ? De la récente loi sur les universités (dite LRU) ? Eh bien, non. Il s'agit de l'article 20 du titre III de la loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur, dite loi Savary. Somme toute, on donne aux universités une autonomie qu'elles ont depuis vingt-cinq ans, mais que les présidents desdites n'ont pas su ou ont été incapables d'exploiter. A qui faire croire qu'ils le seront demain ? A moins qu'il ne s'agisse d'une privatisation rampante ? Le décret sur la carrière des enseignants-chercheurs en est la confirmation.

Robert Nadot
Arradon (Morbihan)

Avancée ?

Jamais votre journal n'a pu, su ou voulu expliquer à un large public le désastre que constitue la prétendue « réforme » Darcos de la formation des enseignants, pour l'avenir de tous les jeunes Français (professeurs sans formation disciplinaire solide et à la précarité programmée par les biais de « masters-enseignement », etc.). Maintenant, il fait semblant de croire que les deux ministres ont fait des concessions et s'étonne que « les reports à 2011 des nouveaux concours d'accès à l'enseignement » ne semblent pas calmer les esprits.

Mais depuis quand un report est-il une avancée ? Si on se propose de vous couper bras et jambes une année plus tard que prévu, est-ce une « avancée » ? C'est contre ces « réformes » Darcos que, dès septembre (et non le 2 février, comme vous l'écrivez), les universitaires se sont mobilisés massivement (cf. les centaines de motions, de pétitions, de protestations par le biais d'organisations diverses, de sociétés savantes, de syndicats, etc., protestations dont *Le Monde*

n'a très longtemps pas parlé). J'aurais mieux aimé que *Le Monde* fit son travail et tentât de faire comprendre un mouvement qui, somme toute, essaie de défendre la culture, la connaissance et la transmission des savoirs.

Claude Grimal
Paris

Un rejet très partagé

Même si les protestations n'impliquent évidemment pas, à chaque instant, l'ensemble des personnels, un journaliste objectif ne peut que constater que le rejet – parler de révolusion serait plus approprié – des réformes est très partagé par toutes les catégories (enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs et administratifs) ; il se manifeste aussi par des protestations issues de toutes sortes d'institutions représentatives (conseils d'université et du CNRS), associations, sociétés savantes, etc. – sans parler des syndicats.

Comment expliquer alors que beaucoup d'articles suggèrent qu'il s'agit simplement d'incompréhensions mineures, voire de manques d'explications de la part de nos ministres ? Depuis dix-huit mois, les personnels ont eu tout le loisir d'analyser finement la salve des réformes qui leur sont assénées. Refuser leur mise en œuvre leur apparaît aujourd'hui comme une mesure de salut public pour les universités, la recherche et la place de la France dans la société de la connaissance. Ils souhaitent certaines réformes, mais ni démolitions vengeresses ni régressions. Autre mensonge : les enseignants-chercheurs refuseraient toute évaluation ; en réalité, ils sont déjà évalués régulièrement par des pairs (...), par leurs productions (...) et à l'occasion des contrats d'objectifs que leurs tutelles signent avec l'Etat. Ce qu'ils refusent, c'est une évaluation par une autorité administrative étrangère à leur discipline ou, pire, par des comités d'experts sélectionnés par la tutelle politique.

Pascal Devolder
Villeneuve-d'Ascq (Nord)

Ignorance et inefficacité

Le projet de décret redéfinissant le statut des enseignants-chercheurs est une illustration parfaite de la logique bureaucratique qui décide sans rien savoir de la réalité concernée. Certains universitaires ne font aucune recherche, ils se contentent de dispenser leurs six ou sept heures de cours hebdomadaire pendant les vingt-six semaines que dure l'année universitaire. Le reste du temps, ils se consacrent à des activités privées ou travaillent à arrondir leurs fins de mois. Cette réalité est indiscutable et elle n'est pas acceptable. Le bureaucrate, dans la solitude de son cabinet, y apporte la réponse la plus stupide que l'on puisse imaginer : puisque ces gens ne font pas de recherche, imposons-leur une charge d'enseignement plus importante, ce qui permettra d'accroître la masse horaire disponible pour les étudiants et de décharger d'une partie de leurs tâches d'enseignement les universitaires les plus actifs dans la recherche.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit – accroître les obligations de service de certains – malgré les menaces de la presse, qui affirme, au mépris des faits, que les obligations de service des enseignants ne sont pas modifiées. Le malheur, c'est que cette brillante idée ignore tout simplement que les enseignants qui ne se livrent à aucun travail de recherche sont aussi ceux qui enseignent le plus mal ; ils n'ont pas nourri leur activité par des apports nouveaux depuis des années, ils considèrent l'enseignement comme une tâche purement alimentaire et l'accomplissent de manière négligente.

C'est à eux que les départements ont tendance à confier l'enseignement dans les premières années d'études, attitude tout à fait logique qui explique – en partie – l'échec que rencontrent les étudiants du premier cycle (...). Faire enseigner plus et au niveau le plus sensible ceux qui enseignent le plus mal, c'est-à-dire ceux qui sont incapables de donner le goût d'apprendre, voilà une riche idée !

Le projet prévoit aussi qu'il assisté de son seul conseil d'administration, et après un avis purement consultatif des instances scientifiques, le président d'université aura la haute main sur les carrières des universitaires (...). Porte ouverte à l'arbitraire le plus complet, au localisme le plus effronté, au favoritisme clientélaire (...). Et on appelle cela évaluation des enseignants-chercheurs ! Et on parle de valoriser la recherche !

Jean-Fabien Spitz
Paris

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
www.lemonde.fr/dosdoc
avril 2009

Où en est la France ?
Où en est le monde ?

Pour tout savoir,
le meilleur du Monde

SPÉCIAL EXAMENS
LES CLÉS DE L'EXAMENS

Bilan du monde l'effet Obama
FRANCE : bilan du sarkozysme